

Stéphane Rossini ***Conseiller national***

Crise – Confédération – UBS : un intérêt général partial ?

Après un long silence coupable, le Conseil fédéral sort de son inquiétant mutisme. L'annonce d'un engagement de 60 milliards de francs pour pallier les effets dévastateurs d'un ordre néolibéral tout puissant peut dès lors surprendre. De qui s'est-on moqué ces dernières semaines, serait-on tenté de dire ? Ce plan est-il crédible ? Quelle est la solidité du capital de cette nouvelle société constituée de capitaux « illiquides » ? Tous les doutes sont permis, tant cette économie-là a démontré sa fragilité, sa capacité à mentir ou, pour le moins, à cacher !

Dans le grand débat international de ces derniers jours, les autorités du pays des banques, de la finance et des assurances se sont tues, laissant à la Banque nationale le soins d'œuvrer pour sauvegarder l'essentiel. Stratégie étonnante, qui est apparue anachronique à maints égards. Image d'arrogance ou signe d'égoïsme ? Chacun tente de sauver sa peau, certes. Le gouvernement suisse aurait cependant pu éviter l'écueil de laisser sous-entendre que la Suisse était épargnée par la crise financière après la recapitalisation de l'UBS. C'est ce qu'a compris la population, à qui on annonce maintenant un plan de 60 milliards. La facture est lourde pour un pays qui n'avait rien à signaler !

Au-delà du plan suisse, il convient maintenant de venir aussi en aide aux véritables victimes de la crise financière. L'UBS ne peut accaparer tous les efforts, malgré son positionnement. Petits épargnants, PME et économie réelle méritent aussi de prendre place au cœur d'un effort de sortie de crise. Et puis, ces investissements ne seront acceptés par la population que si des contreparties seront décidées : entrée de la Confédération dans le capital d'UBS, fin des salaires exorbitants et des parachutes dorés, élaboration d'un plan national de relance, relèvement des garanties des dépôts des épargnants suisses à 100'000 euros. Ce sont des conditions de succès. Les « petits » sont mis au ban par des réductions continues des prestations des assurances sociales, les « gros » sont soutenus à coups de dizaines de milliards.

milliards, sans débat démocratique. Le commun des mortels a de quoi se fâcher ...

Enfin, un nouvel ordre économique doit être envisagé, car le libéralisme se met à tousser de plus en plus fréquemment. Il n'est pas question de révolution, mais de lucidité. Des règles du jeu s'imposent. Après Swissair et UBS, ceux qui portent et défendent le néolibéralisme avec arrogance et mépris, discréditant sans cesse avec véhémence l'État et les politiques publiques, sont appelés à davantage de raison et de modération. Ils ne sont plus crédibles. Ils n'ont pas l'exclusivité du savoir, encore moins le sens de l'intérêt général.

Au prochain tremblement boursier, les secteurs économiques lézardés s'effondreront définitivement. Il n'est alors pas certains que les salariés ou les rentiers de ce pays, qui ont déjà vu partir en fumée des dizaines de milliards de francs dans la LPP avec la crise boursière, et qui seront amenés à passer à la caisse, acceptent encore une solidarité avec des milieux qui passent leur temps à la miner et à prôner le démantèlement des politiques publiques

[Retour](#)